

Suez S.A.
Comptes consolidés
intermédiaires résumés non
audités pour le semestre clos
le 30 juin 2026

1. Etats financiers consolidés

1.1 Etat consolidé de la situation financière

(en millions d'euros)	Note	30 juin 2026	31 décembre 2025
Actifs non courants			
Goodwill	8	4 560	4 539
Actifs incorporels	8	3 365	3 419
Actifs corporels	8	2 320	2 329
Droits d'utilisation		671	662
Actifs financiers non courants	6	569	496
Participations mises en équivalence	9	2 669	2 721
Actifs contrats non courants		72	66
Impôts différés actifs		492	491
Autres actifs non courants		14	13
Total Actifs non courants		14 732	14 737
Actifs courants			
Actifs financiers courants	6	307	353
Stocks	5.3	309	301
Clients et autres débiteurs	5.3	3 435	3 077
Actifs contrats courants	5.3	353	338
Créances d'impôts exigibles		105	140
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	2 108	1 481
Autres actifs courants	5.4	897	810
Total Actifs courants		7 512	6 500
Total Actif		22 244	21 237
Capitaux propres part du Groupe		4 920	4 859
Participations ne donnant pas le contrôle	10.3	465	450
Total Capitaux Propres		5 384	5 310
Passifs non courants			
Provisions non courantes	11	1 090	1 079
Passifs financiers non courants	6	6 609	6 737
Passifs contrats non courants		153	159
Impôts différés passifs		1 039	1 047
Autres passifs non courants		27	29
Total Passifs non courants		8 917	9 052
Passifs courants			
Provisions courantes	11	270	266
Passifs financiers courants	6	1 515	640
Fournisseurs et autres créditeurs	5.3	2 447	2 373
Passifs contrats courants	5.3	629	596
Dettes d'impôts exigibles		93	96
Autres passifs courants	5.4	2 988	2 904
Total Passifs courants		7 943	6 875
Total Passif et Capitaux Propres		22 244	21 237

1.2 Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Note	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Chiffre d'affaires		4 743	4 598
Achats		(1 067)	(1 088)
Charges de personnel		(1 285)	(1 311)
Amortissements, dépréciations et provisions		(440)	(438)
Autres charges opérationnelles		(2 011)	(1 831)
Autres produits opérationnels		98	61
Résultat opérationnel courant	5.1	37	(10)
Pertes de valeur sur actifs non courants		(0)	(5)
Restructurations		(29)	(32)
Effets de périmètre		(33)	(6)
Autres résultats de cessions et éléments non récurrents		(2)	(24)
Résultat des activités opérationnelles	5.2	(28)	(76)
Quote-part de résultat net des participations mises en équivalence		126	97
<i>dont quote-part de résultat net des coentreprises</i>	9	22	16
<i>dont quote-part de résultat net des entreprises associées</i>	9	104	81
Résultat des activités opérationnelles après quote-part de résultat net des participations mises en équivalence		98	21
Coût de l'endettement financier net		(107)	(98)
Autres produits et charges financiers		(7)	3
Résultat financier	6	(114)	(96)
Impôt sur les résultats	7	(15)	(39)
Résultat net		(31)	(114)
Résultat net part du Groupe		(49)	(121)
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		18	7

1.3 Etat du résultat global consolidé

(en millions d'euros)	Note	Semestre clos le 30 juin 2026			Semestre clos le 30 juin 2025		
		Total	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total	Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle
Résultat Net		(31)	(49)	18	(114)	(121)	7
Couverture d'investissement net ^(a)		(24)	(24)	-	60	60	-
Couverture de flux de trésorerie (hors matières premières)		(21)	(21)	(0)	(14)	(15)	1
Couverture de flux de trésorerie (sur matières premières)		-	-	-	-	-	-
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		(1)	(1)	(0)	(1)	(1)	(0)
Ecart de conversion ^(b)		171	155	16	(351)	(327)	(24)
Total éléments recyclables, net d'impôt		125	109	16	(306)	(283)	(24)
Dont quote-part des coentreprises	9	31	31	-	(57)	(57)	-
Dont quote-part des entreprises associées	9	42	42	-	(76)	(76)	-
Pertes et gains actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		0	0	0	9	9	(0)
Impôts différés sur pertes et gains actuariels		(0)	(0)	(0)	(3)	(3)	(0)
Instruments de capitaux propres en juste valeur par OCI		0	0	-	(2)	(2)	-
Impôts différés sur instruments de capitaux propres		-	-	-	-	-	-
Total éléments non recyclables, net d'impôt		0	0	0	5	5	(0)
Dont quote-part des coentreprises	9	-	-	-	-	-	-
Dont quote-part des entreprises associées	9	(1)	(1)	-	-	-	-
Autres éléments du résultat global		125	109	16	(301)	(278)	(24)
Résultat global		94	60	34	(416)	(399)	(17)

(a) Le Groupe a mis en place des instruments dérivés (swaps de devises) éligibles à la comptabilité de couverture d'investissement net, pour un montant nominal de 600 millions d'euros, afin de couvrir ses participations détenues en Chine. La partie efficace comptabilisée en capitaux propres s'élève à (24) millions d'euros en juin 2026, contre 60 millions d'euros en juin 2025. Aucune partie inefficace n'a été comptabilisée dans le compte de résultat depuis décembre 2025, contre (3) millions d'euros en juin 2025.

(b) Au 30 juin 2026, les écarts de conversion de 171 millions d'euros provenaient principalement du yuan chinois pour 89 millions d'euros, du dollar de Hong Kong pour 41 millions d'euros et de la livre sterling pour 20 millions d'euros. Au 30 juin 2025, les écarts de conversion de (351) millions d'euros provenaient principalement du yuan chinois pour (174) millions d'euros, du dollar de Hong Kong pour (86) millions d'euros et de la livre sterling pour (56) millions d'euros.

1.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)

		Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2025	Note	6 179 372 266	62	5 812	(812)	196	(399)	4 859	450	5 310
Résultat net					(49)			(49)	18	(31)
Autres éléments du résultat global					0	(46)	155	109	16	125
Résultat global					(49)	(46)	155	60	34	94
Dividendes distribués en numéraire ^(a)								-	(19)	(19)
Augmentation de capital								-	0	0
Transactions entre actionnaires					(0)			(0)	-	(0)
Regroupement d'entreprises								-	0	0
Autres variations					1			1	(2)	(1)
Capitaux propres au 30 juin 2026	10.1	6 179 372 266	62	5 812	(861)	150	(244)	4 920	465	5 384

(a) Sur le premier semestre 2026, des distributions de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle ont été approuvées pour un montant de 19 millions d'euros.

(en millions d'euros)

		Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves consolidées	Variations de justes valeurs et autres	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Capitaux propres au 31 décembre 2024		6 182 090 860	62	5 808	(142)	167	(98)	5 797	452	6 249
Résultat net					(121)			(121)	7	(114)
Autres éléments du résultat global					5	44	(327)	(278)	(24)	(301)
Résultat global					(116)	44	(327)	(399)	(17)	(416)
Dividendes distribués en numéraire ^(a)								-	(46)	(46)
Augmentation de capital								-	3	3
Transactions entre actionnaires					(1)			(1)	(1)	(2)
Regroupement d'entreprises ^(b)								-	14	14
Autres variations					3			3	(2)	1
Capitaux propres au 30 juin 2025		6 182 090 860	62	5 808	(255)	211	(425)	5 400	403	5 803

(a) Sur le premier semestre 2025, des distributions de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle avaient été approuvées pour un montant de 46 millions d'euros.

(b) Au 30 juin 2025, 13 millions d'euros proviennent de l'acquisition de Gruppo Ecosistem en Italie.

1.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Note	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Résultat net		(31)	(114)
Amortissements, dépréciations, provisions et pertes de valeur sur actifs non courants		410	418
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		67	60
Quote-part de résultat net des coentreprises		(22)	(16)
Quote-part de résultat net des entreprises associées		(104)	(81)
Résultat financier	6	114	96
Effets de périmètre et autres résultats de cession		31	(3)
Autres éléments sans effet sur la trésorerie		1	7
Impôt sur les résultats	7	15	39
Marge brute d'autofinancement avant résultat financier et impôt		481	406
Impôt versé y compris retenues à la source sur redevances		(1)	(31)
Variation du besoin en fonds de roulement	5	(171)	(119)
Flux issus des activités opérationnelles		309	256
Acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		(3)	(151)
Acquisitions de participations mises en équivalence		(4)	(24)
Acquisitions d'instruments de capitaux propres		(4)	(5)
Cessions de participations mises en équivalence ^(a)		207	28
Cessions d'instruments de capitaux propres		-	0
Perte de contrôle sur des filiales nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie cédés		(12)	(2)
Investissements d'immobilisations corporelles et incorporelles	8	(328)	(300)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		4	9
Autres intérêts nets sur actifs financiers		15	4
Intérêts financiers reçus		15	16
Dividendes reçus sur actifs financiers non courants		-	1
Variation des prêts et créances financières		(23)	22
Flux issus des activités d'investissement		(133)	(403)
Augmentation ou diminution de capital des participations ne donnant pas le contrôle		-	2
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle ^(b)		(32)	(45)
Augmentation des emprunts et des dettes financières ^(c)	6.2	1 329	792
Remboursement de dettes de location	6.2	(76)	(71)
Remboursement d'emprunts et de dettes financières ^(c)	6.2	(704)	(496)
Intérêts financiers sur dette de location		(12)	(10)
Intérêts financiers versés		(67)	(70)
Flux sur instruments dérivés en couverture d'investissement net et soultes sur instruments dérivés		-	(5)
Flux issus des activités de financement		439	97
Total des flux de la période		615	(50)
Effet des variations de change et divers		12	(19)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		1 481	1 282
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		2 108	1 214

(a) Au cours du 1er semestre 2026, le Groupe Suez a réalisé la cession de 4% des titres Acea pour un montant de 196 millions d'euros ainsi que la cession de l'entité Terrial pour 12 millions d'euros.

(b) Ce montant comprend principalement la variation des dividendes à payer pour 19 millions d'euros en Asie, le paiement de dividendes aux minoritaires en Australie pour 6 millions d'euros. Au 30 juin 2025, ces montants étaient comptabilisés pour 36 millions d'euros et 3 millions d'euros, respectivement.

(c) Le 24 juin 2026, le Groupe Suez a émis une obligation verte de 600 millions d'euros avec une maturité de 10 ans. Ces éléments incluent également 658 millions d'euros tirés et (655) millions d'euros remboursés sur le programme de billets de trésorerie.

2. Notes annexes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Note 1	Base de présentation, principes et méthodes comptables	8
Note 2	Principaux événements de la période	10
Note 3	Périmètre de consolidation	11
Note 4	Information sectorielle	12
Note 5	Activités opérationnelles	14
Note 6	Résultat, actifs et passifs financiers	17
Note 7	Impôt sur les résultats	20
Note 8	Goodwill, actifs incorporels et actifs corporels	21
Note 9	Participations mises en équivalence	22
Note 10	Capitaux propres	22
Note 11	Provisions et passifs éventuels	23
Note 12	Palements fondés sur des actions	25
Note 13	Transactions avec des parties liées	26
Note 14	Événements postérieurs à la clôture	27

Note 1 Base de présentation, principes et méthodes comptables

Suez S.A. (ex-Sonate Bidco SA) a été créée le 15 juillet 2021 afin de permettre l'acquisition, auprès de Veolia, d'un ensemble d'activités de l'ancien groupe Suez consécutivement à la finalisation le 18 janvier 2022 de l'offre publique d'achat de Veolia, la prise de contrôle de ce périmètre s'étant produite le 31 janvier 2022.

Suez S.A. est détenue principalement par Suez Holding S.A.S. (voir Note 10) dont les actionnaires sont Meridiam Sustainable Water & Waste Fund, Global Infrastructure Partners (GIP) Highbury et la Caisse des Dépôts et CNP Assurances.

Le Groupe opère essentiellement dans les domaines de l'eau et du recyclage et de la valorisation des déchets, en France et à l'international.

1.1 Principes et méthodes comptables

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le semestre clos au 30 juin 2026 (« comptes consolidés intermédiaires résumés ») ont été approuvés par le Conseil d'administration de Suez S.A. du 28 juillet 2026.

Tous les montants sont présentés en millions d'euros sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des différences d'arrondis.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire et doivent être lus conjointement avec les derniers états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour un jeu complet d'états financiers établis conformément aux normes comptables IFRS. Toutefois, une sélection de notes explicatives ont été incluses afin de présenter les événements et opérations importantes à la compréhension de l'évolution de la situation financière et de la performance du Groupe depuis les derniers comptes annuels.

Au 30 juin 2026, le Groupe a appliqué les mêmes principes comptables et méthodes d'évaluation que ceux utilisés dans ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, à l'exception :

- Des nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application était obligatoire au 30 juin 2026, telles que présentées ci-après ;
- Des méthodes d'évaluation spécifique à IAS 34 présentées dans le paragraphe 1.2 ci-après.

Nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2026

Les nouveaux amendements suivants sont d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2026.

Textes	Impacts
Amendements ciblés aux IFRS (Cycle d'améliorations annuelles Volume 11)	Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.
Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – Modifications apportées à la classification et à l'évaluation des instruments financiers	Ces amendements n'ont pas d'impact significatifs sur les comptes du Groupe.
Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 – Contrats d'électricité dépendant de facteurs naturels	Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe, à l'exception des informations additionnelles requises (voir Note 6.3).

Les nouvelles décisions de l'IFRS IC, applicable au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2026, n'ont pas d'impact sur les comptes du Groupe.

Autres textes

Le Groupe n'a appliqué aucun des nouveaux textes suivants qui n'étaient pas effectifs ou n'avaient pas été adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2026 :

- IFRS 18 – Etats financiers : Présentation et informations à fournir,

- IFRS 20 – Actifs réglementaires et passifs réglementaires,
- Amendements à IAS 21 – Conversion dans une monnaie de présentation qui est celle d'une économie hyper-inflationniste,
- Amendements à IFRS 19 – Filiales sans responsabilité publique - Informations à fournir.

Le Groupe évalue actuellement l'impact potentiel de ces textes.

IFRS 18 – Etats financiers : Présentation et informations à fournir

IFRS 18, qui remplace IAS 1 - Présentation des états financiers, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. Une application anticipée est autorisée.

IFRS 18 définit une nouvelle structure pour le compte de résultat et de nouvelles règles d'agrégation et de désagrégation de l'information.

Le Groupe est en cours d'évaluation des impacts de la première application d'IFRS 18 sur ses états financiers consolidés et de mise en œuvre des changements. Par conséquent, les impacts attendus décrits ci-dessous peuvent différer des impacts réels.

Structure du compte de résultat

IFRS 18 requiert de classer dans le compte de résultat les produits et charges en 5 catégories, à savoir exploitation, investissement, financement, impôt sur le résultat et activités abandonnées, et selon les activités principales de l'entité. Le Groupe a déterminé qu'il n'avait pas d'activités principales spécifiques au sens d'IFRS 18.

The Groupe devra présenter deux sous-totaux nouvellement définis qui sont le résultat d'exploitation et le résultat avant financement et impôt sur le résultat. Selon son évaluation préliminaire, le Groupe s'attend à des changements importants de la structure actuelle de son compte de résultat, notamment du fait des éléments suivants :

- La quote-part de résultat net des participations mises en équivalence ;
- Les produits d'intérêt sur certains actifs financiers (prêts, trésorerie et équivalent de trésorerie...) ;
- Les écarts de change ;
- Les pertes et gains sur instruments de couverture.

De ce fait, le résultat d'exploitation nouvellement défini sera différent du résultat des activités opérationnelles actuellement présenté par le Groupe.

Conformément à IFRS 18, les charges d'exploitation peuvent être classées et présentées par nature, par fonction ou selon une présentation mixte. Le Groupe évalue actuellement la présentation la plus appropriée.

Mesures de la Performance définis par le Management

Les Mesures de la Performance définis par le Management (MPMs) sont des sous-totaux de produits et de charges utilisés dans les communications publiques en dehors des états financiers et communiquant la vue du management sur un aspect de la performance de l'entité dans son ensemble. IFRS 18 requiert d'une entité de fournir dans une note annexe unique, des informations spécifiques sur les MPMs qu'elle utilise.

Les MPMs communiqués par le Groupe à la suite de la première application d'IFRS 18 seront déterminés à partir des communications publiques du Groupe au titre de la période intermédiaire 2027.

Principes d'agrégation and désagrégation de l'information

IFRS 18 prévoit des principes renforcés sur la façon de regrouper les informations et introduit un guide d'application sur les libellés et la description des informations présentées dans les états financiers.

Le Groupe évalue actuellement le regroupement des éléments en fonction de leurs caractéristiques communes et distinctives, afin de fournir des résumés structurés utiles dans les états financiers primaires et de présenter les informations importantes supplémentaires dans les notes. Le Groupe évalue également les postes actuellement désignés comme « autres » et utilisera des descriptions plus informatives, dans la mesure du possible.

Tableau des flux de trésorerie

IFRS 18 requiert d'utiliser le résultat d'exploitation nouvellement défini comme nouveau point de départ du tableau des flux de trésorerie. Le Groupe utilisant actuellement le résultat net comme point de départ, certains éléments de rapprochement avec les flux de trésorerie seront modifiés ou supprimés.

Par ailleurs, comme requis par IFRS 18, les dividendes reçus des participations mises en équivalence, actuellement présentés dans les flux de trésorerie issus des activités opérationnelles, seront reclassés dans les flux de trésorerie issus des activités d'investissement. Les intérêts et autres dividendes reçus resteront présentés dans les flux de trésorerie issus des activités d'investissement tandis que les intérêts et dividendes versés resteront présentés dans les flux de trésorerie issus des activités d'investissement.

1.2 Estimations comptables et jugements significatifs

La préparation des états financiers consolidés implique l'utilisation d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges ainsi que les informations données dans les notes annexes. La Direction du Groupe examine régulièrement ces estimations et hypothèses afin de s'assurer de leur pertinence compte tenu de l'expérience et des conditions économiques actuelles. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les montants réels peuvent différer des montants estimés.

Outre l'utilisation d'estimations, la Direction du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre le traitement comptable approprié de certaines transactions et activités

Les estimations et jugements significatifs effectués par le Groupe lors de la préparation des états financiers consolidés sont les mêmes que ceux décrits dans les derniers états financiers annuels du Groupe, à l'exception des méthodes d'évaluation spécifique à IAS 34 concernant :

- L'impôt sur les résultats (comme décrit en Note 7),
- Les avantages postérieurs à l'emploi (comme décrit en Note 11),
- Les provisions pour reconstitution de sites (comme décrit en Note 11).

Note 2 Principaux événements de la période

2.1 Sécurisation du financement à long terme du Groupe

Le 18 mai, la tranche C de la ligne de crédit renouvelable de 750 millions d'euros a été résiliée.

Le 19 mai, une nouvelle ligne de crédit renouvelable a été négociée pour un montant de 750 millions d'euros (en euros et en dollars américains) avec une durée de 5 ans (une option de prolongation pouvant aller jusqu'à deux ans est incluse).

Le 24 juin, le Groupe a émis une obligation verte (green bonds) de 600 millions d'euros d'une durée de 10 ans, assortie d'un coupon de 4%. Au 30 juin 2026, cette opération a un impact sur la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le produit net de l'émission de ces obligations sera utilisé pour financer, en tout ou en partie, des projets verts éligibles existants ou futurs.

2.2 Conflit militaire au Moyen-Orient

Le Groupe n'exerce aucune activité directe en Iran et n'est donc pas directement exposé au conflit militaire qui a débuté le 28 février 2026. Cependant le Groupe Suez porte une attention particulière :

- aux 200 salariés présents dans ces pays
- au développement de ce conflit, notamment en ce qui concerne les activités de son segment opérationnel International au Moyen-Orient, représentant moins de 1% du chiffre d'affaires du Groupe ;
- à l'évolution possible du contexte macroéconomique (augmentation des prix du pétrole et du gaz ou des autres matières premières, inflation, taux d'intérêt...).

2.3 Cession partielle des actions Acea SpA

Le 20 mars 2026, Suez a finalisé la cession de 8,5 millions d'actions ordinaires d'Acea SpA (Acea), représentant environ 4% de son capital social. Cette opération, réalisée dans le cadre d'une procédure accélérée réservée aux investisseurs institutionnels, a permis de lever un montant brut d'environ 196 millions d'euros. Chaque action a été cédée au prix de 23 euros.

Les actions d'Acea sont cotées sur Euronext Milan. Suez conserve environ 19,3 % du capital social de la société à l'issue de cette opération.

2.4 Attribution d'un contrat majeur à long terme de services d'eau à Oman

Le 29 juin 2026, Suez a annoncé l'attribution d'un contrat de performance de 2 milliards d'euros sur 15 ans auprès de la société nationale Oman Water and Wastewater Services Company S.A.O.C. (NAMA Water Services). Il s'agit du plus gros contrat jamais remporté par Suez au Moyen-Orient.

Le contrat couvre la gestion et la maintenance des services d'eau potable et d'assainissement à Mascate et dans les gouvernorats de Sharqiyah Nord et Sharqiyah Sud, pour 2,3 millions habitants, soit 43% de la population du Sultanat d'Oman. Il comprend également un objectif de réduction des pertes en eau visant à atteindre les plus hauts standards internationaux, notamment en termes de réduction des pertes d'eau de 34% à 11% d'ici 2040 et la garantie d'un approvisionnement continu en eau de haute qualité.

Le contrat couvre la gestion d'un vaste réseau d'infrastructures d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées (comprenant des puits, des usines de dessalement, des stations d'épuration et des réseaux de distribution), s'appuyant sur des solutions numériques de pointe pour améliorer l'efficacité opérationnelle.

Le contrat est structuré sous la forme d'un accord axé sur la performance et assorti d'indicateurs clés de performance (KPI). Il s'inscrit dans la ligne des objectifs de la « Vision 2040 » d'Oman, en favorisant une gestion durable de l'eau, l'excellence opérationnelle et le développement de la main-d'œuvre locale.

Ce contrat renforce la position de Suez au Moyen-Orient et reflète la reconnaissance de son expertise dans la gestion des problèmes de stress hydrique et des défis liés aux infrastructures dans les régions à forte croissance

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Acquisition ou création

Aucune entité significative n'a été créée ou acquise au cours du semestre clos le 30 juin 2026.

3.2 Cession

3.2.1 Terrial

Le 31 mars 2026, le Groupe a cédé sa participation de 50 % dans Terrial à Avril.

Terrial était une coentreprise détenue à parts égales (50/50) avec Avril. Suez fournissait du compost à la coentreprise, qui le revendait à des tiers. Le contrat de fourniture de compost entre Suez et Terrial a pris fin le 31 décembre 2025 et n'a pas encore été renouvelé.

La plus-value de cession s'élève à 0,3 million d'euros, se composant d'un prix de vente de 11,5 millions d'euros par rapport à une valeur comptable nette de 11,2 millions d'euros.

3.2.2 Autres cessions

Au cours du premier semestre, le Groupe a finalisé la cession de Suez RV Plastiques Ouest et de Norval dans le cadre de sa stratégie d'optimisation continue de son portefeuille. Ces entités exercent leurs activités dans les secteurs de la plasturgie et du démantèlement. Elles ne s'inscrivent plus dans les objectifs stratégiques à long terme du Groupe.

Ces opérations ont donné lieu à une moins-value de 21 millions d'euros, comptabilisée dans le compte de résultat dans la section « Effets de périmètre ».

Note 4 Information sectorielle

Base de segmentation

À la suite de la réorganisation interne du Groupe annoncée en octobre 2025, le reporting interne a été mis à jour et réorganisé en conséquence autour d'un axe combinant à la fois des zones géographiques et des lignes d'activité.

Les segments opérationnels présentés découlent de cette organisation interne du Groupe sans aucune agrégation :

- Eau France : services de distribution, de gestion et de traitement des eaux en France au profit de particuliers, de collectivités locales ou d'industriels incluant les services rendus dans le cadre de contrats de concession ;
- Recyclage & Valorisation France : service de gestion et de traitement des déchets en France au profit de collectivités locales ou d'industriels, incluant la collecte, le tri, le recyclage, le compostage, la valorisation énergétique et l'enfouissement ;
- Royaume-Uni : activités opérées au Royaume-Uni, en particulier dans le Recyclage & Valorisation ;
- International : activités opérées hors France et Royaume-Uni, ainsi que les lignes d'activités Solutions Digitales et Consulting ; et
- Déchets dangereux : solutions complètes et services de gestion des déchets dangereux.

“Corporate et Autres” inclut les fonctions Corporate et les activités Ingénierie & Construction.

Les transferts et transactions entre segments opérationnels sont réalisées à des conditions normales de marché.

4.1 Informations sectorielles

La performance sectorielle est principalement évaluée sur la base du chiffre d'affaires externe et de deux mesures de résultat ajusté :

- EBIT, correspondant à un résultat ajusté avant intérêts et impôts ;
- EBITDA, correspondant à un résultat ajusté avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissements.

La Direction estime que ces indicateurs sont pertinents pour évaluer la performance des segments opérationnels du Groupe et qu'ils sont cohérents avec les indicateurs utilisés par d'autres entités opérant dans les mêmes secteurs.

Les informations relatives à chaque segment opérationnel sont présentées ci-dessous.

	Semestre clos le 30 juin 2026						
(en millions d'euros)	Recyclage & Valorisation France	Eau France	Royaume- Uni	International	Déchets Dangereux	Corporate & Autres	Elim. intragroupe Total Groupe
Chiffre d'affaires externe	1 951	1 062	701	745	284	0	4 743
Chiffre d'affaires interne	33	76	3	8	5	21	(146)
Chiffre d'affaire du segment	1 983	1 138	704	753	289	21	4 743
EBIT du segment	36	7	39	138	23	(66)	177
EBITDA du segment	214	221	106	215	60	(36)	781
Autres éléments							
Achats	(582)	(175)	(68)	(174)	(66)	(3)	(1 067)
Charges de personnel	(380)	(349)	(201)	(206)	(60)	(89)	(1 285)
Amortissements, dépréciations et provisions	(131)	(110)	(45)	(78)	(37)	(39)	(440)
dont amortissements relatifs aux PPA	(22)	(23)	(15)	(24)	(14)	(6)	(102)
Charges nettes sur obligation de renouvel. des concessions	42	96	22	0	-	-	159
QP de résultat net des participations mises en équivalence	6	(0)	6	114	0	-	126
Investissements	(140)	(39)	(21)	(69)	(31)	(29)	(329)

	Semestre clos le 30 juin 2025 *						
(en millions d'euros)	Recyclage & Valorisation France	Eau France	Royaume-Uni	International	Déchets Dangereux	Corporate & Autres	Elim. intragroupe Total Groupe
Chiffre d'affaires externe	1 902	1 072	701	710	212	0	4 598
Chiffre d'affaires interne	34	85	3	9	4	22	-
Chiffre d'affaire du segment	1 936	1 158	703	719	216	23	4 598
EBIT du segment	30	(4)	43	117	13	(98)	102
EBITDA du segment	207	207	108	204	47	(48)	726
Autres éléments							
Achats	(583)	(227)	(63)	(180)	(32)	(3)	(1 088)
Charges de personnel	(395)	(352)	(199)	(191)	(53)	(122)	(1 311)
Amortissements, dépréciations et provisions	(128)	(111)	(44)	(88)	(34)	(32)	(438)
dont amortissements relatifs aux PPA	(23)	(30)	(15)	(24)	(10)	(6)	(108)
Charges nettes sur obligation de renouvel. des concessions	44	92	21	0	-	-	158
QP de résultat net des participations mises en équivalence	2	1	6	89	-	-	97
Investissements	(137)	(39)	(29)	(53)	(16)	(26)	(300)

* Information retraitée pour refléter la réorganisation du Groupe annoncée en octobre 2025.

La réconciliation entre les indicateurs de performance sectorielle et le résultat avant impôts du Groupe est comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Résultat opérationnel courant	37	(10)
(+) Quote part de résultat net des participations mises en équivalence	126	97
(+) Autres éliminations	15	14
EBIT	177	102
(+) Elim. Amortissements, dépréciations et provisions	440	438
(+) Elim. Charges nettes sur obligation de renouvel. des concessions	159	158
(+) Autres éliminations	4	28
EBITDA	781	726
(+) Elim. Quote part de résultat net des participations mises en équivalence	(126)	(97)
(+) Amortissements, dépréciations et provisions	(440)	(438)
(+) Charges nettes sur obligation de renouvel. des concessions	(159)	(158)
(+) Annulation des autres éliminations	(19)	(42)
Résultat opérationnel courant	37	(10)
(+) Pertes de valeur sur actifs non courants	(0)	(5)
(+) Restructurations	(29)	(32)
(+) Effets de périmètre	(33)	(6)
(+) Autres résultats de cessions et éléments non récurrents	(2)	(24)
Résultat des activités opérationnelles	(28)	(76)
(+) Résultat financier	(114)	(96)
Résultat avant impôts*	(142)	(172)

* avant quote part de résultat net des participations mises en équivalence

4.2 Chiffre d'affaires par zone géographique

Le revenu provenant des clients externes se ventile par lieu de localisation des clients comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
France métropolitaine *	2 592	2 622
Royaume-Uni	715	706
Reste de l'Europe	632	486
Asie	272	295
Reste du monde	532	490
Chiffre d'affaires	4 743	4 598

* hors départements, régions et collectivités d'outre-mer.

Le Groupe est domicilié en France.

Note 5 Activités opérationnelles

5.1 Résultat opérationnel courant

5.1.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe par activité se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Eau	1 411	1 391
Recyclage et valorisation	2 963	2 842
Contrats de construction, ventes d'équipement, ingénierie et autres services	368	364
TOTAL	4 743	4 598

Le chiffre d'affaires par segment opérationnel et zone géographique est présenté en Note 4.

5.1.2 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Avantages à court terme	(1 272)	(1 279)
Paiements fondés sur des actions	(4)	(22)
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	(9)	(10)
TOTAL	(1 285)	(1 311)

Les avantages à court terme correspondent aux salaires et charges de personnel comptabilisés sur la période.

Les paiements fondés sur des actions correspondent aux plans d'actions gratuites, plans d'actions de performance et plans actionnariat salarial attribués par le Groupe à ses salariés (voir Note 12).

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme correspondent aux régimes de retraites à prestations définies et régimes à cotisations définies.

La modification de la législation relative aux « médailles du travail » est actuellement en cours d'évaluation.

5.1.3 Amortissements, dépréciation et provisions

Les montants indiqués ci-dessous sont nets de reprises.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Amortissements	(431)	(422)
dont amortissements relatifs aux PPA	(102)	(108)
Dépréciations sur stocks, créances commerciales et autres actifs	(7)	(16)
Variation nette des provisions ^(a)	(2)	-
TOTAL	(440)	(438)

(a) Hors variation nette des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme, présentée dans la ligne Charges de personnel

Au cours du premier semestre 2026, la perte nette inclus un impact de 73 millions d'euros, net d'impôt, lié aux charges d'amortissement des actifs provenant des travaux d'allocation du prix d'acquisition du Nouveau Suez (81 millions d'euros au premier semestre 2025), présenté en amortissements et en quote-part de résultat net des participations mises en équivalence.

5.1.4 Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les montants suivants :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026		Semestre clos le 30 juin 2025	
	Valeur	% CA	Valeur	% CA
Autres produits opérationnels	98	2%	61	1%
Autres charges opérationnelles	(2 011)	(41)%	(1 831)	(40)%
Sous-traitance	(901)	(18%)	(792)	(17%)
Impôt et taxes hors impôts sur les résultats	(249)	(5%)	(247)	(5%)
Dépenses d'entretien	(249)	(5%)	(219)	(5%)
Charges nettes sur obligation de renouvellement des concessions	(159)	(3%)	(158)	(3%)
Personnel extérieur	(71)	(1%)	(58)	(1%)
Coûts de location	(67)	(1%)	(62)	(1%)
Coûts des constructions	(100)	(2%)	(75)	(2%)
Frais d'assurance	(64)	(1%)	(47)	(1%)
Frais de transport	(59)	(1%)	(52)	(1%)
Pertes sur créances	(14)	(0%)	(16)	0%
Autres charges	(78)	(2%)	(107)	(2%)
TOTAL	(1 913)	(39)%	(1 770)	(39)%

5.1.5 Saisonnalité des activités

Les activités du Groupe sont de nature saisonnière avec des effets amplifiés par les variations climatiques. En conséquence, les résultats intermédiaires au 30 juin 2026 ne sont pas nécessairement indicatifs de ceux pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice 2026.

5.2 Résultat des activités opérationnelles

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Résultat opérationnel courant	37	(10)
Pertes de valeur sur actifs non courants	(0)	(5)
Restructurations	(29)	(32)
Effets de périmètre	(33)	(6)
Résultats de cessions et Autres éléments non récurrents	(2)	(24)
Résultat des activités opérationnelles	(28)	(76)

Au cours du premier semestre 2026, les coûts de restructuration, engagés pour l'essentiel par des entités françaises, se composent principalement des coûts liés aux programmes de transformation et d'optimisation pour un montant de 28 millions d'euros (contre 16 millions d'euros au premier semestre 2025). En 2025, ils comprenaient également des coûts non récurrents liés au transfert du siège social du Groupe pour un montant de 14 millions d'euros.

Au premier semestre 2026, les effets de périmètre comprennent principalement la moins-value réalisée sur la cession partielle des actions Acea (voir note 2.3) ainsi que la moins-value sur la cession d'entités en France dans les activités Plastique et démantèlement (voir Note 3.2).

Les autres résultats de cessions et autres éléments non récurrents se sont élevés à (2) millions d'euros (contre (24) millions d'euros au premier semestre 2025). Au premier semestre 2025, ce poste comprenait notamment le coût estimé des dommages subis par le centre de tri de Batignolles (voir Note 11).

5.3 Besoin en fonds de roulement

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution du besoin en fonds de roulement et sa réconciliation de la variation du besoin de fonds de roulement présentée dans le tableau des flux de trésorerie consolidés.

(en millions d'euros)	31 décembre 2025	Flux de trésorerie	Variation de périmètre	Effet de change	Autres	30 juin 2026	
Stocks	(+)	301	13	(5)	1	(1)	309
Clients et autres débiteurs	(+)	3 077	344	(1)	10	5	3 435
Actifs de contrats courants	(+)	338	19	-	3	(6)	353
Créances d'impôts exigibles	(+)	140	(34)	(1)	-	(0)	105
Autres actifs courants	(+)	810	91	(3)	3	(4)	897
Actifs de contrats non courants	(+)	66	6	-	(0)	-	72
Autres actifs non courants	(+)	13	(0)	-	0	1	14
Fournisseurs et autres créanciers	(-)	2 373	68	(3)	8	1	2 447
Passifs de contrats courants	(-)	596	48	(0)	1	(16)	629
Dettes d'impôts exigibles	(-)	96	(3)	(1)	2	(0)	93
Autres passifs courants	(-)	2 904	102	(5)	7	(21)	2 988
Passifs de contrats non courants	(-)	159	(16)	-	-	10	153
Autres passifs non courants	(-)	29	(2)	-	0	(1)	27
Besoin en fonds de roulement (BFR) net	(1 413)	241	(1)	(2)	22	(1 153)	
Reclassement des dettes sur acquisitions		(67)	Les lignes de reclassement liées aux besoins en fonds de roulement présentées au bas de ce tableau ont également une incidence sur la trésorerie. Cependant, leurs effets sont pris en compte dans d'autres rubriques du tableau des flux de trésorerie.				
Reclassement des actifs et passifs de concession		(23)					
Reclassement des créances et dettes d'impôts exigibles		31					
Reclassement des dividendes à payer et à recevoir		(12)					
Reclassement des instrument dérivés relatifs au BFR		1					
Autres		2					
Variation du BFR dans le tableau des flux de trésorerie		171					

5.4 Autres actifs et passifs courants

Au premier semestre 2026, l'évolution des autres actifs et passifs courants se détaille comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2025	Flux de trésorerie	Périmètre et effets de change	Autres	30 juin 2026
Créances ficales (hors créances d'impôts exigibles)	562	(40)	(3)	(5)	515
Créances sociales	10	(3)	-	-	7
Charges constatées d'avance	50	40	0	0	90
Avances et acomptes versés	48	19	1	-	69
Autres actifs courants bruts	144	73	2	0	219
Pertes de valeur sur autres actifs courants	(4)	1	-	0	(3)
Autres actifs courants	810	91	0	(4)	897
Dettes à reverser pour compte de tiers	1 028	4	-	-	1 032
Dettes sociales	973	(25)	1	-	949
Dettes ficales (hors dettes d'impôts exigibles)	572	110	0	(1)	681
Autres produits constatés d'avance	187	32	1	0	219
Autres passifs courants	144	(18)	0	(20)	107
Autres passifs courants	2 904	102	3	(21)	2 988

Les dettes à reverser pour compte de tiers correspondent aux sommes et redevances collectées pour le compte des autorités publiques ou des tiers au titres des services qui sont rendus au public et qui ne relèvent pas du périmètre de Suez.

Les dettes sociales comprennent les passifs au titre des paiements fondés sur des actions (357 millions d'euros au 30 juin 2026 et 362 millions d'euros au 31 décembre 2025) voir Note 12.

L'augmentation des dettes fiscales (hors impôt sur les sociétés) au cours de la période s'explique principalement par la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) des entités françaises de Recyclage et de Valorisation, dont le règlement intervient en fin d'année.

La diminution des autres passifs courants dans les autres mouvements est liée au reclassement des passifs liés aux contrats déficitaires vers les provisions pour risques pour un montant de 23 millions d'euros, voir Note 11.

Note 6 Résultat, actifs et passifs financiers

6.1 Résultat financier

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026			Semestre clos le 30 juin 2025		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Coût de l'endettement financier net	(130)	23	(107)	(123)	24	(98)
Autres produits et charges financiers	(25)	17	(7)	(19)	22	3
Résultat financier	(154)	40	(114)	(142)	47	(96)

6.1.1 Coût de l'endettement financier net

Ce poste comprend principalement les charges d'intérêts sur les emprunts bruts (évalués au taux d'intérêt effectif), les résultats des opérations de couverture des risques de change et de taux sur les emprunts bruts, ainsi que les produits d'intérêts sur les placements de trésorerie et les variations de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026			Semestre clos le 30 juin 2025		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Intérêts sur dettes financières brutes	(115)	-	(115)	(100)	-	(100)
Intérêts sur dettes de location	(12)	-	(12)	(10)	-	(10)
Gains (pertes) de change sur dettes financières et couvertures associées	(0)	0	-	(10)	9	(1)
Produits d'intérêt sur trésorerie et équiv. de trésorerie et actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	16	16	-	15	15
Autres	(3)	7	4	(3)	-	(3)
Coût de l'endettement financier net	(130)	23	(107)	(123)	24	(98)

La hausse des intérêts sur l'endettement brut s'explique principalement par les intérêts courus sur les emprunts obligataires émis en 2025 pour (10) million d'euros et par l'impact des instruments dérivés qualifiés de couverture d'investissement net pour (6) millions d'euros.

La hausse des autres produits dans le coût de la dette s'explique principalement par les intérêts capitalisés pour 6 millions d'euros.

6.1.2 Autres produits et charges financiers

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026			Semestre clos le 30 juin 2025		
	Charges	Produits	Total	Charges	Produits	Total
Intérêts nets sur les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long-terme	(5)	-	(5)	(4)	-	(4)
Effets des taux d'actualisation sur les provisions et passifs à long terme	(12)	-	(12)	-	9	9
Variation de juste valeur des dérivés non inclus dans l'endettement net	-	1	1	(3)	-	(3)
Produits des actifs financiers non courants à la juste valeur par résultat / OCI	-	0	0	-	1	1
Autres	(8)	17	8	(12)	13	1
Autres produits et charges financiers	(25)	17	(7)	(19)	22	3

La variation de (10) millions d'euros des « Autres produits et charges financiers » s'explique principalement par :

- (21) millions d'euros de variation dans les effets d'actualisation liés principalement à la révision des taux d'actualisation en 2025, sans équivalent en 2026.

- 7 millions d'euros de variation des autres produits et charges liés principalement aux intérêts de retard et aux avances versées par le client pour un montant total de 5 millions d'euros, ainsi que 4 millions d'euros résultant des variations de la partie inefficace des dérivés de couverture de juste valeur.

6.2 Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant présente les différentes catégories d'actifs et de passifs financiers, à l'exclusion des clients et autres débiteurs ainsi que des fournisseurs et autres créditeurs :

	30 juin 2026			31 décembre 2025		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Instruments financiers dérivés	55	28	84	59	37	96
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	6	-	6	6	-	6
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	44	-	44	41	-	41
Prêts et créances au coût amorti	463	279	742	390	316	707
Actifs financiers	569	307	876	496	353	850
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	2 108	2 108	-	1 481	1 481
Dettes financières	5 982	1 336	7 317	6 150	468	6 618
Dettes de location	579	148	727	578	133	711
Instruments financiers dérivés	47	32	79	6	40	46
Autres passifs financiers	1	-	1	2	-	2
Passifs financiers	6 609	1 516	8 125	6 737	640	7 377

Endettement financier net

L'endettement financier net se détaille comme suit :

	30 juin 2026			31 décembre 2025		
(en millions d'euros)	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
<i>Emprunts obligataires</i>	5 771	750	6 521	5 913	-	5 913
<i>Billets de trésorerie</i>	-	304	304	-	301	301
<i>Tirages sur facilités de crédit</i>	80	42	122	117	-	117
<i>Autres emprunts bancaires</i>	84	31	115	74	41	115
<i>Autres emprunts</i>	64	44	108	55	35	89
<i>Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie</i>	-	54	54	-	34	34
<i>Impact du coût amorti ^(a)</i>	(18)	112	94	(8)	57	49
Dettes financières	5 982	1 336	7 317	6 150	468	6 618
Dettes de location	579	148	727	578	133	711
Instruments dérivés relatifs à la dette - passif ^(b)	47	9	55	6	12	18
Dette brute	6 608	1 492	8 100	6 735	612	7 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	(2 108)	(2 108)	-	(1 481)	(1 481)
Instruments dérivés relatifs à la dette - actif ^(b)	(48)	(8)	(57)	(47)	(12)	(59)
Endettement financier net	6 560	(624)	5 935	6 688	(881)	5 807
Moins Impact du coût amorti	18	(112)	(94)	8	(57)	(49)
Moins instruments dérivés	2	(0)	1	41	-	41
Endettement net, hors coût amorti et instruments financiers dérivés	6 579	(736)	5 843	6 736	(938)	5 798

^(a) Ce montant comprend les intérêts courus sur la dette brute ainsi que les primes d'émission et les frais liés aux emprunts.

^(b) Il s'agit de la juste valeur des instruments dérivés relatifs à la dette, qualifiés ou non de couverture.

Variation de l'endettement financier net

La variation de l'endettement financier net sur la période est présentée dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	31 décembre 2025	Flux de trésorerie	Effet change	Flux non cash			Autres	30 juin 2026
				Variation de périmètre	Variation de juste valeur et coût amorti			
<i>Emprunts obligataires</i>	5 913	600	9	-	-	-	-	6 521
<i>Billets de trésorerie</i>	301	3	-	-	-	-	-	304
<i>Tirages sur facilités de crédit ^(a)</i>	117	5	0	-	-	-	0	122
<i>Autres emprunts bancaires</i>	115	(3)	3	-	-	(0)	(0)	115
<i>Autres emprunts ^(b)</i>	89	17	2	(0)	-	0	0	108
<i>Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie</i>	34	14	0	6	-	(0)	(0)	54
<i>Impact du coût amorti</i>	49	(10)	0	(0)	55	0	0	94
Dettes financières	6 618	625	15	6	55	0	0	7 317
Dettes de location	711	(76)	0	(1)	(6)	100		727
Instruments dérivés relatifs à la dette - passif	18	0	(5)	-	42	-		55
Dettes brute	7 347	549	10	4	90	100		8 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 481)	(620)	(12)	7	-	(2)	(2 108)	
Instruments dérivés relatifs à la dette - actif	(59)	(0)	5	-	(3)	(0)	(57)	
Endettement financier net	5 807	(71)	3	11	88	98		5 935

(a) Au 30 juin 2026, ce poste comprend exclusivement les tirages effectués sur les lignes de crédit souscrites par les filiales. Ces lignes de crédit comprennent un prêt multidevisé de type « club deal » d'un montant de 750 millions d'euros souscrit par Suez S.A. arrivant à échéance en mai 2031 et assorti d'une option de prolongation pouvant aller jusqu'à deux ans (mai 2033), qui remplace le précédent prêt de 750 millions d'euros arrivant à échéance en mai 2027.

(b) Les autres emprunts comprennent notamment 32 millions d'euros provenant du factoring à double encaissement de RV France.

Depuis 2025, le Groupe a commencé à utiliser son programme de billets de trésorerie mis en place avec la Banque de France. Au 30 juin 2026, les billets de trésorerie tirés s'élèvent à 304 millions d'euros.

L'obligation émise le 24 mai 2022, d'une valeur de 750 millions, arrive à échéance le 22 mai 2027 et passe de position non courante à courante.

Le 24 juin, le Groupe a émis une obligation verte (green bond) d'un montant de 600 millions d'euros, d'une durée de 10 ans et assortie d'un coupon de 4% (voir Note 2.1).

Flux contractuels non actualisés liés aux emprunts

Les flux contractuels non actualisés du principal des emprunts, par échéance et par type de prêteurs sont les suivants :

30 juin 2026 (en millions d'euros)	Total	< 1 an	[1 à 2 ans[	[2 à 5 ans[	> 5 ans
<i>Emprunts obligataires</i>	6 521	750	-	1 650	4 121
<i>Billets de trésorerie</i>	304	304	-	-	-
<i>Tirages sur facilités de crédit</i>	122	42	14	14	53
<i>Autres emprunts bancaires</i>	115	31	56	6	22
<i>Autres emprunts</i>	108	44	14	14	37
Emprunts	7 170	1 170	83	1 684	4 233
Dettes de location	727	148	129	261	190
Découverts bancaires et comptes courants de trésorerie	54	54	-	-	-
Encours des dettes financières	7 951	1 372	212	1 945	4 422

6.3 Contrats d'approvisionnement en électricité produite par une source d'énergie renouvelable

Suez a conclu six contrats d'achat d'électricité (Power purchase agreements - PPAs) en vertu desquels Suez s'approvisionne en électricité issue de sources d'énergie renouvelable en fonction de leurs profils de production, à un prix stable et défini.

Les volumes d'électricité issus de ces contrats représentent une production d'environ 105 GWh par an, sur une période comprise entre 10 et 20 ans. Ces volumes font l'objet d'un suivi continu et sont consommés par Suez sur ses sites les plus consommateurs en énergie.

En raison de la volatilité des profils de production, Suez est exposée au risque de volume qu'au moment de la livraison, la quantité d'électricité fournie dépasse sa demande en électricité, obligeant Suez à acheter et à revendre immédiatement l'excédent d'électricité. Toutefois, ces ventes sont compensées par des achats d'électricité dans des intervalles raisonnables (jusqu'à 12 mois), de sorte que Suez reste un acheteur net d'électricité.

Le Groupe a analysé les PPAs détenus dans le but de répondre à ses propres besoins de consommation et dans le cadre desquels il reste un acheteur net. Le Groupe a conclu que ces contrats relevaient de l'exemption relative à l'usage propre prévue par IFRS 9 et les a comptabilisés comme de simples contrats d'achat.

Le tableau ci-dessous présentent les caractéristiques-clés de ces PPAs :

Lieu	Energie	Volume estimé		Date de début	Durée (en année)	Qualification comptable
		par an	(en GWh)			
France - Baignolet / Eole-en-Beauce	Solaire	16,4		01/02/2024	10	Contrat d'achat (exemption IFRS 9 usage propre)
France - Goussaincourt	Solaire	10,6		01/02/2024	10	
France - Goussaincourt	Solaire	19		01/02/2024	10	
France - Goussaincourt	Solaire	18,7		01/02/2024	10	
France - Gueltas	Solaire	14,8		01/02/2024	20	
France - Vémars	Solaire	25,8		15/07/2025	20	

En 2025, le coût des livraisons d'électricité des PPAs physiques au travers desquels le Groupe était exposé à un risque de volume, s'est élevé à 7 millions d'euros ; 0,2 GWh n'ont pas pu être consommés au moment de la livraison et ont donné lieu à des ventes qui ont généré un produit non significatif.

Le Groupe n'a conclu aucun PPA virtuel.

Note 7 Impôt sur les résultats

La méthode de comptabilisation et d'évaluation des impôts sur les résultats de la période intermédiaire est cohérente avec celle appliquée lors de la période intermédiaire précédente.

La charge d'impôt sur les résultats est reconnue pour un montant déterminé en multipliant le résultat avant impôt de la période intermédiaire pour chaque entité de reporting ou groupe d'entités faisant partie d'un groupe fiscal par le taux annuel d'impôt attendu pour l'année financière complète, ajusté pour tenir compte de l'incidence fiscale de certaines opérations comptabilisées intégralement au cours de la période intermédiaire. Tout produit d'impôt sur les résultats n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables futurs seront disponibles pour compenser la perte générée au cours de la période intermédiaire.

De ce fait, le taux d'imposition effectif figurant dans les états financiers intermédiaires peut différer du taux d'imposition effectif estimé par la Direction pour les états financiers annuels.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Résultat net	(31)	(114)
- Quote-part de résultat net des participations mises en équivalence	126	97
- Produit (charge) d'impôt	(15)	(39)
Résultat avant impôt et quote-part de résultat net des participations mises en équivalence	(142)	(172)
Taux effectif d'impôt	-10,73%	-22,92%

La charge d'impôt comptabilisée en résultat pour la période s'élève à (15) millions d'euros. Le taux d'imposition effectif s'établit à (10,73)%, comparé au taux d'imposition légal du Groupe de 25,83%. Ce taux d'imposition effectif s'explique principalement par la non-prise en compte de l'avantage fiscal lié au régime d'intégration fiscale en France.

Conformément à l'accord d'intégration fiscale en vigueur depuis 2023 entre Suez Holding et environ 170 filiales françaises, les déficits fiscaux réalisés par les filiales sont automatiquement transférés à Suez Holding, et une compensation partielle au titre de l'utilisation de ces déficits est reversée par Suez Holding.

En ce qui concerne l'application des règles Pilier II, Suez Holding, société mère de Suez S.A., est redevable d'un impôt complémentaire en application de la règle d'inclusion du revenu. Par conséquent, Suez S.A. n'est exposée à un impôt complémentaire que dans les juridictions ayant mis en œuvre un impôt complémentaire minimum national. Une seule juridiction prévoit un tel impôt pour le premier semestre 2026, pour un montant non significatif.

Note 8 Goodwill, actifs incorporels et actifs corporels

(en millions d'euros)	Goodwill	Actifs incorporels	Actifs corporels	Total
A. Valeur brute				
Au 31 décembre 2025	4 561	5 124	4 483	14 168
Acquisitions	-	70	174	244
Cessions	-	(0)	(8)	(8)
Ecart de conversion	56	45	36	137
Variations de périmètre	(35)	(1)	(73)	(109)
Autres		34	(29)	5
Au 30 juin 2026	4 582	5 272	4 583	14 437
B. Amortissements et pertes de valeur cumulés				
Au 31 décembre 2025	(22)	(1 705)	(2 154)	(3 881)
Amortissements	-	(186)	(162)	(348)
Pertes de valeur	-	(1)	(0)	(1)
Cessions	-	0	12	12
Ecart de conversion	-	(14)	(25)	(40)
Variations de périmètre	-	0	69	69
Autres	-	(1)	(4)	(5)
Au 30 juin 2026	(22)	(1 906)	(2 264)	(4 192)
C. Valeur comptable nette				
Au 31 décembre 2025	4 539	3 419	2 329	10 287
Au 30 juin 2026	4 560	3 365	2 320	10 245

Le goodwill et les autres actifs incorporels à durée de vie indéterminée font l'objet d'un test annuel de perte de valeur, ou plus fréquemment lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir subi des pertes de valeur. Ces événements et circonstances comprennent notamment des écarts significatifs entre les performances économiques de l'actif et celles prévues dans le budget et le Plan à moyen terme, une détérioration significative de l'environnement économique dans lequel le Groupe opère ou la perte d'un marché significatif.

En l'absence de tout événement déclencheur au cours du premier semestre 2026, aucun test de dépréciation n'a été effectué au 30 juin 2026.

8.1 Goodwill

La variation du goodwill s'explique principalement par les cessions et par les effets de conversion des devises étrangères principalement le yuan chinois pour 41 millions d'euros, la livre sterling pour 14 millions d'euros et le dollar australien pour 1 million d'euros.

8.2 Actifs incorporels

La variation des actifs incorporels sur le premier semestre 2026 s'explique principalement par :

- des acquisitions pour 70 millions d'euros, principalement en lien avec les actifs incorporels résultant des contrats de concession pour 60 millions d'euros;
- des amortissements pour 186 millions d'euros, dont 76 millions au titre des actifs incorporels résultant des contrats de concession, 68 millions d'euros au titre des relations clients et 20 millions d'euros au titre des logiciels;
- des écarts de conversion sont principalement liés au yuan chinois pour 11 millions d'euros, à la livre sterling pour 9 millions d'euros, au dollar australien pour 7 millions d'euros et à la pataca de Macao pour 2 millions d'euros.

8.3 Actifs corporels

La variation des actifs corporels sur le premier semestre 2026 s'explique principalement par :

- des acquisitions pour 174 millions d'euros, dont 109 millions d'euros en France, 22 millions d'euros au Royaume-Uni, 14 millions d'euros en Chine et 14 millions d'euros en Afrique;
- des amortissements pour 162 millions d'euros;

- des écarts de conversion sur la valeur nette des immobilisations corporelles principalement liés au yuan chinois pour 6 millions d'euros, à la livre sterling pour 4 millions d'euros et au rand sud-africain pour 4 millions d'euros.

Les variations de périmètre ont un impact net de (4) millions d'euros, principalement attribuable à la cession de l'entité Suez RV Plastique Ouest.

Note 9 Participations mises en équivalence

Les mouvements des participations mises en équivalence peuvent se présenter comme suit :

(en millions d'euros)	Participations dans les coentreprises	Participations dans les entreprises associées	Total participations mises en équivalence
31 décembre 2025	552	2 170	2 721
Acquisitions et augmentations de capital	3	(3)	0
Cessions	(11)	(173)	(185)
Dividendes	(8)	(59)	(67)
Résultat	22	104	126
Perte de valeur	(4)	-	(4)
Ecart de conversion	31	45	75
Autres	(0)	2	2
30 juin 2026	584	2 085	2 669

Le poste « Cessions » concerne principalement la cession partielle d'actions Acea réalisée le 20 mars 2026, comme décrit plus en détail dans la Note 2.3.

Note 10 Capitaux propres

10.1 Capital social

	(en nombre d'actions)			(en millions d'euros)	
	Nombre total d'actions	dont actions ordinaires	dont actions de préférence	Capital social	Primes
Au 31 décembre 2025 - Capitaux propres consolidés	6 179 372 266	6 179 372 266	-	62	5 812
Ajustements IFRS*	(296 391 145)	(249 790 217)	(46 600 928)	(3)	(246)
Au 31 décembre 2025 - Capital social de SUEZ S.A.	6 475 763 411	6 429 162 483	46 600 928	65	6 058
Annulation d'actions propres	(6 680 161)	(4 967 542)	(1 712 619)	(0)	(6)
Au 30 juin 2026 - Capital social de SUEZ S.A.	6 469 083 250	6 424 194 941	44 888 309	65	6 052
Ajustements IFRS*	(289 710 984)	(244 822 675)	(44 888 309)	(2)	(240)
Au 30 juin 2026 - Capitaux propres consolidés	6 179 372 266	6 179 372 266	-	62	5 812

* Reclassement en dettes des actions faisant l'objet d'un engagement de liquidité de la part du Groupe, reclassement en déduction du capital des actions propres.

Suez S.A. est détenue à 95,5 % par Suez Holding S.A.S. et à 4,2 % par ses salariés, le solde correspondant aux actions propres.

Au 30 juin 2026, le capital social de Suez S.A. est composé de 6 469 083 250 actions dont 6 424 191 941 actions ordinaires et 44 888 309 actions préférentielles d'une valeur nominale de 0,01 euro. Sur ce nombre d'actions,

- 232 032 463 actions ordinaires et 41 774 503 actions préférentielles sont considérées comme des instruments de dette dans les états financiers consolidés;
- 12 790 212 actions ordinaires et 3 113 806 actions préférentielles sont des actions propres en circulation.

Au 30 juin 2026, le nombre de bons de souscription en circulation émis dans le cadre des plans d'actionnariat salarial Go Suez était de 102 113 679.

10.2 Distribution de dividendes

Conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des actionnaires de Suez S.A. le 30 juin 2026, aucun dividende n'a été versé en 2026.

10.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle des filiales consolidées par intégration globale sont considérés comme des éléments de capitaux propres.

Au 30 juin 2026, les participations ne donnant pas le contrôle s'élèvent à 465 millions d'euros et se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)		30 juin 2026	31 décembre 2025
Macau Water & Shanghai Chemicals industrial	Chine	130	116
Prospect Water Partnership	Australie	100	96
Nuove Acque	Italie	70	71
République Tchèque	République Tchèque	39	41
Boone Comenor	France	37	37
EnviroServ	Afrique du Sud	40	39
Gruppo Ecosistem	Italie	34	35
Autres		14	15
TOTAL		465	450

Note 11 Provisions et passifs éventuels

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi pour une période intermédiaire est calculé sur la base des évaluations actuarielles réalisées pour les derniers états financiers annuels. Ces évaluations sont ajustées afin de prendre en compte les réductions, liquidation ou autres événements non récurrents survenus au cours du semestre. En outre, les montants reconnus au bilan pour les régimes à prestations définies, sont ajustés le cas échéant afin de prendre en compte les variations significatives du rendement de marché des obligations d'entreprises de haute qualité (la référence utilisée pour déterminer les taux d'actualisation) et le rendement réel des actifs de régime.

Reconstitution de sites

Les provisions pour reconstitution de sites sont évaluées une fois par an, lors de la clôture annuelle.

Pour les états financiers consolidés intermédiaires résumés et de manière cohérente avec la méthode appliquée lors de la période intermédiaire précédente, les provisions ont été ajustées pour refléter l'effet de la désactualisation sur la période.

(en millions d'euros)	31 décembre 2025	Dotations	Reprises pour utilisation	Reprises sans objet	(Produits) charges financiers	Transferts	Ecart de change	Variations de périmètre	Pertes (gains) actuariels	30 juin 2026
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages long terme	264	7	(12)	(1)	5	1	0	(0)	(1)	262
Risques fiscaux, autres litiges et réclamations	43	4	(4)	-	-	(1)	0	-	-	43
Reconstitution de sites	730	13	(17)	-	5	0	2	-	-	734
Restructurations	68	2	(16)	(0)	-	0	0	(1)	-	54
Réassurance	74	13	(11)	-	-	-	-	-	-	76
Autres risques	165	8	(8)	(1)	0	26	0	(0)	-	191
Total Provisions	1 345	48	(68)	(2)	10	26	4	(2)	(1)	1 360
Total provisions courantes	266	16	(25)	(1)	0	16	1	(1)	-	270
Total provisions non courantes	1 079	33	(43)	(1)	10	11	3	(0)	(1)	1 090

Les mouvements des provisions présentées dans le tableau ci-dessus sont ventilés de la façon suivante dans le compte de résultat consolidé :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Résultat des activités opérationnelles	22	3
Autres produits et charges financiers	(10)	11
Total	12	13

Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

Les hypothèses actuarielles ont été déterminées par pays et par société, en relation avec des actuaires indépendants.

Les taux moyens pondérés sont présentés comme suit :

	Retraites		Autres avantages postérieurs à l'emploi		Autres avantages à long terme		Total des engagements	
	30 juin 2026	31 décembre 2025	30 juin 2026	31 décembre 2025	30 juin 2026	31 décembre 2025	30 juin 2026	31 décembre 2025
Taux d'actualisation	4,4%	4,3%	4,0%	4,0%	3,4%	3,2%	4,3%	4,2%
dont zone Euro	4,0%	4,0%	4,0%	4,0%	3,4%	3,2%	4,0%	3,9%
dont Royaume-Uni	5,8%	5,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	5,8%	5,5%
Taux d'augmentation des salaires	2,5%	2,5%	0,0%	0,0%	2,0%	2,0%	2,3%	2,3%
Taux d'inflation	2,1%	2,1%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%
dont zone Euro	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
dont Royaume-Uni	2,9%	2,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	2,9%	2,9%
Durée résiduelle de service	14 ans	14 ans	11 ans	11 ans	6 ans	6 ans	13 ans	13 ans

Les taux d'actualisation et d'augmentation des salaires sont présentés inflation comprise.

Litiges fiscaux, autres litiges et réclamations

Ce poste comprend les provisions liées aux procédures en cours, concernant le personnel ou les organismes sociaux (litiges sur les cotisations sociales, etc.), aux litiges en cours relevant de l'activité normale du Groupe (réclamations de clients, litiges fournisseurs) et aux litiges fiscaux.

Le Groupe est engagé, dans le cours normal de ses activités, dans un certain nombre de litiges et contentieux avec des tiers ou les administrations fiscales de certains pays.

Au 30 juin 2026, ces provisions s'élevaient à 43 millions d'euros, dont:

- 15 millions d'euros au titre des litiges fiscaux hors impôt sur les sociétés (contre 13 millions d'euros au 31 décembre 2025);
- 18 millions d'euros au titre des litiges contractuels, principalement en France (contre 19 millions d'euros en 2025);
- 10 millions d'euros liés à des litiges avec le personnel et des organismes sociaux (contre 11 millions d'euros en 2025), principalement en France.

Reconstitution de sites

Les provisions pour réaménagement des sites d'enfouissement représentent les coûts nécessaires pour réaménager les sites à la date de clôture, en tenant compte des taux de remplissage à la date de clôture et des travaux de réaménagement déjà effectués. Le montant des provisions pour suivi long terme des sites d'enfouissement représente les coûts estimés pour suivre les sites, sur toute la période totale de surveillance, mais en tenant compte du taux de remplissage à la date de clôture pour un site en exploitation (sur la période de surveillance restante à la date de clôture pour un site fermé).

Au 30 juin 2026, ces provisions concernaient principalement les entités de R&V France pour un montant de 507 millions d'euros (contre 508 millions d'euros au 31 décembre 2025), R&V UK pour un montant de 115 millions d'euros (contre 114 millions d'euros en 2025) et les déchets dangereux pour un montant de 112 millions d'euros (contre 108 millions d'euros en 2025).

Restructuration

En 2025, le Groupe a présenté son nouveau plan à moyen terme pour la période 2026-2030, dont l'ambition est d'accélérer son plan de transformation afin d'améliorer sa rentabilité. Dans ce contexte, le Groupe a annoncé un plan de restructuration de ses fonctions support en France, visant à renforcer la compétitivité et à gagner en efficacité, en agilité et en rigueur dans le service aux clients et aux investisseurs. Ce plan comprend des mesures relatives à un dispositif de départs volontaires s'inscrivant dans le cadre de l'Accord de gestion de l'emploi et des carrières du Groupe (GEPP) signé le 12 février 2026.

La première vague est désormais clôturée, et 191 volontaires se sont manifestés pour des mobilités externes et internes.

Au 30 juin 2026, la provision liée à ce plan s'élève à 33 millions d'euros, après le reclassement de 9 millions d'euros de la provision à l'ouverture en dettes salariales et sociales, au titre des salariés ayant choisi une mobilité externe.

Réassurance

Les provisions de réassurance correspondent à l'activité de réassurance de Suez Ré.

En 2025, le Groupe avait été confronté à plusieurs sinistres importants en France, notamment l'incendie qui s'est déclaré au centre de tri des déchets de Paris (Batignolles) et celui, qui avait pris naissance sur l'autoroute publique, qui s'était propagé au site de traitement des déchets de Suez à Jas de Rhodes. Les conséquences matérielles et immatérielles de ces sinistres avaient été couvertes par les polices d'assurance de Suez. Une provision avait été constituée afin de couvrir l'impact estimé pour Suez, déterminé à partir des franchises d'assurance et des engagements pris par la société de réassurance du Groupe.

Aucun sinistre significatif n'est survenu au cours du premier semestre 2026.

Autres risques

Les autres risques comprennent principalement les provisions pour risques environnementaux et divers risques liés à l'activité, coûts futurs de démantèlement et contrats déficitaires.

Au cours du premier semestre 2026, les passifs des contrats déficitaires ont été reclassés des autres passifs courants vers les provisions pour un montant de 23 millions d'euros (voir Note 5.4).

Note 12 Paiements fondés sur des actions

Les montants, incluant les charges sociales, comptabilisés au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions sont présentés comme suit :

(en millions d'euros)	(Charge) produit		(Dettes) actif	
	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025	30 juin 2026	31 décembre 2025
Plans d'attribution d'actions gratuites et de performance	8	(11)	(18)	(25)
Plans d'actionnariat salarial	(12)	(11)	(339)	(337)
Dépôt de garantie	-	-	177	182
Total paiements fondés sur des actions	(4)	(22)	(180)	(180)

Valeur de l'actions Suez

La juste valeur des actions Suez est déterminée sur la base d'un rapport établi par un expert indépendant.

L'évaluation est réalisée une fois par an, au cours du premier semestre; elle peut également être effectuée à tout moment en cas d'événement ou de série d'événements susceptibles d'entraîner une variation significative de la valeur de l'action Suez.

En juin 2026, la juste valeur de l'action Suez a été déterminée à 1,29 euro par action (contre 1,24 euro précédemment).

12.1 Plans d'attribution d'actions gratuite et de performance

Au 30 juin 2026, la charge et la dette au titre des plans d'attribution d'actions gratuites et d'actions de performance s'élevaient respectivement à 8 millions d'euros (6 millions d'euros hors charges sociales) et 18 millions d'euros, sur la base d'une juste valeur par action de 1,29 euro, comme détaillé dans le tableau suivant :

(en millions d'euros et nombre d'actions)	Plans 2022	Plans 2023	Plans 2024	Plans 2025	Plans 2026	TOTAL
Nombre d'actions attribuées au 30 juin 2026	-	2 635 486	2 898 191	431 045	15 649 215	21 613 937
(Charge) produit reconnu sur le semestre clos le 30 juin 2026	(0)	(1)	13	(1)	(4)	8
Dette au 30 juin 2026	(7)	(4)	(3)	(1)	(4)	(18)
Nombre d'actions attribuées au 30 juin 2025	12 631 039	19 732 472	21 564 376	-	-	53 927 887
(Charge) produit reconnu sur le semestre clos le 30 juin 2025	6	(7)	(10)	-	-	(11)
Dette au 31 décembre 2025	(7)	(3)	(16)	(0)	-	(25)

Au cours du premier semestre 2026, la réalisation estimée des conditions de performance liées au plan de 2024 a été réexaminée. En raison d'un taux élevé de déchéance et d'un faible niveau de réalisation des conditions de performance, une reprise a été comptabilisée au titre de ce plan d'actionnariat.

Plans attribués en 2026

Le Conseil d'administration a attribué, le 11 mars 2026, un plan d'actions gratuites au profit de ses salariés, assorti de conditions de présence et de performance. Un total de 15 245 989 actions gratuites a été attribué. Ce plan prévoit une période d'acquisition de deux ans.

Un autre plan d'actions gratuites a également été attribué le 11 mars 2026, portant sur un total de 403 226 actions. Ce plan s'acquière sur une période d'un an et n'est assorti d'aucune condition de performance.

Ces plans ont été comptabilisés comme des transactions réglées en trésorerie.

12.2 Plans d'actionnariat salarial

Au 30 juin 2026, la charge et la dette au titre des plans d'actionnariat salarial s'élevaient respectivement à 12 millions d'euros et 339 millions d'euros, sur la base d'une juste valeur de 1,29 euro par action, 0,3150 euro par bon de souscription d'actions et action de préférence émis en 2022 et 0,3333 euro par bon de souscription émis en 2025, comme détaillé dans le tableau suivant.

La dette résultant de la formule Multiple des deux plans Go Suez a été garantie par un établissement financier externe à qui le Groupe a fourni une garantie en numéraire. Le dépôt de garantie a été comptabilisé en actifs financiers non courants pour un montant total de 177 millions d'euros au 30 juin 2026 (182 millions d'euros au 31 décembre 2025).

(en millions d'euros et nombre d'instruments financiers)	Actions ordinaires	Actions de préférence	Bons de souscription d'actions 2022	Actions gratuites (Royaume-Uni) 2025	Bons de souscription d'actions 2025	Total	Dépôt de garantie	Net
Nombre d'instruments financiers au 30 juin 2026	226 405 954	41 774 503	49 897 919	495 958	52 215 760			
Prix d'exercice par instrument (en €)	-	-	1,00	1,24	1,24			
Juste valeur par instrument au 30 juin 2026 (en €)	1,29	0,3150	0,3150	1,29	0,3333			
Charge reconnue sur le semestre clos le 30 juin 2026						(12)		(12)
(Dette) actif au 30 juin 2026	(292)	(13)	(16)	(1)	(17)	(339)	177	(162)
Nombre d'instruments financiers au 30 juin 2025	127 088 203	44 888 309	53 838 732					
Prix d'exercice par instrument (en €)	-	-	1,00					
Juste valeur par instrument au 30 juin 2025 (en €)	1,24	0,3028	0,3028					
Charge reconnue sur le semestre clos le 30 juin 2025						(11)		(11)
(Dette) actif au 31 décembre 2025	(290)	(13)	(16)	(1)	(17)	(337)	182	(154)

Note 13 Transactions avec des parties liées

13.1 Transactions avec Suez Holding

Au 30 juin 2026, les positions entre le Groupe et Suez Holding comprennent une créance en compte courant de 410 millions d'euros et une créance en compte courant pour le groupe d'intégration fiscale en France pour 11 millions d'euros. Les intérêts versés sur le premier semestre 2026 comme sur le premier semestre 2025 s'élèvent à 4 millions d'euros.

Aucune autre transaction significative n'a été enregistrée sur le premier semestre 2026.

13.2 Transactions avec les participations mises en équivalence

Les montants des transactions réalisées avec les coentreprises et les entreprises associées sur le premier semestre 2026 sont présentés ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2026	
Transactions avec les entreprises associées		Transactions avec les coentreprises	
Produits (charges)	10	Produits (charges)	1
BIOSYNERGY	4	Autres	1
Eau du Bas Languedoc	2		
Autres (individuellement < 2m€)	4		
Créances clients et autres créances	95	Créances clients et autres créances	8
Aquasure Holdings	30	STV TRI	5
SENEAU	17	Autres (individuellement < 2m€)	3
BIOSYNERGY	18		
Ultimate Recycling Company	7		
National Carrier Project Company	6		
Wuhan Sino French Water Company Limited	5		
ROANNE BIOENERGIE	4		
THAU MARITIMA	2		
Autres (individuellement < 2m€)	6		
Dettes fournisseurs et autres dettes	19	Dettes fournisseurs et autres dettes	-
Eau du Bas Languedoc	10		
BIOSYNERGY	3		
The Future Is Neutral	3		
Autres (individuellement < 2m€)	3		

13.3 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif de Suez S.A.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2026	Semestre clos le 30 juin 2025
Avantages à court terme	(5)	(5)
Avantages postérieurs à l'emploi (coût des services rendus)	(0)	(0)
Indemnités de fin de contrat	(1)	-
Palements fondés sur des actions (hors charges sociales)	(1)	(2)
Avantages accordés aux principaux dirigeants	(7)	(6)

Au 30 juin 2026, les principaux dirigeants détiennent 5 984 536 actions de performance dont les conditions d'acquisition sont présentées en Note 12.1. En outre, 403 226 autres actions gratuites ont été attribuées en 2026, sans condition de performance et avec une période d'acquisition d'un an.

Il n'existe aucune transaction de type prestations de services entre les principaux dirigeants et les entités du Groupe.

Note 14 Evénements postérieurs à la clôture

Publication des résultats semestriels 2026 d'Accea SpA

Accea a publié ses résultats du premier semestre 2026 le 23 juillet, Suez n'a pas comptabilisé l'impact favorable.